

Pornographie

Oui, ça rend violent!

La violence faite aux femmes est directement liée à la consommation de pornographie. C'est ce que confirme la recherche *Pornographie: cause importante de la violence envers les femmes*, réalisée par la collective «Par et pour elle» de Cowansville et rendue publique en mars dernier.

Parce qu'elles en avaient assez de se faire servir l'argument voulant que les conséquences néfastes de la pornographie sur les relations homme-femme n'aient jamais été prouvées, et sûrement un peu en guise de réponse à la commission Fraser¹, sept femmes (Nicole Côté, Marie Couture, Ida Degani, Louise Gagnon-Lessard, Hélène Hamel, Gaétane Lassonde et Christyane Lebel-Dehaies) ont décidé de tester sur le terrain (ce qui fait de cette recherche une première au Canada) l'hypothèse selon laquelle «la pornographie incite à la violence envers les femmes» (p.55).

Les données de cette recherche, recueillies auprès de trois groupes de répondants (un groupe cible de 24 agresseurs sexuels, un groupe témoin composé de détenus, et un dernier groupe représentant la population en général) sont plus qu'explicites. Les 24 harceleurs sont ceux qui, comparativement aux deux autres groupes, consomment en plus grand nombre du matériel porno (54,5 %). 72,6 % d'entre eux ont eu connaissance, pendant leur enfance, de consommation de pornographie dans leur famille. Du groupe des agresseurs, entre 75 % et 100 % des consommateurs de

pornographie ont déjà été violents envers leur conjointe. Les clients réguliers (les «collectionneurs») adhèrent plus souvent aux clichés concernant le viol tels «la femme peut jouir lors d'un viol» (50 % le croient), «la femme peut toujours ou souvent empêcher le viol» (37,5 % contre 18,3 % dans la population générale) et «la femme provoque le viol» (37,5 % contre 18,3 %).

Donnée intéressante, 75 % des consommateurs de porno du groupe «population générale» croient que cette forme d'expression (?) n'amène pas de violences sexuelles tandis que seulement 36,6 % des non-consommateurs partagent cet avis (p.81). De plus, 30,8 % des pornophiles croient que c'est une bonne façon de faire son éducation sexuelle.

Bizarrement, bien qu'ils croient en majorité que la porno ne «projette pas une image inférieure de la femme» (p.89), les détenus interrogés s'entendent pour dire qu'elle utilise la femme comme objet!

Enfin, les consommateurs du groupe d'agresseurs considèrent les agressions sexuelles comme des crimes moins sévèrement punissables que ne le pense la population en général.

Libre-service

Ce qui a le plus frappé les chercheuses, c'est la facilité avec laquelle on peut obtenir du matériel porno dans les prisons québécoises. Les agent-e-s qu'elles ont in-

terrogé-e-s leur ont dressé un tableau de la situation: «Dans le domaine de la pornographie, tout ce qui est permis à l'extérieur est permis à l'intérieur» (p.15). Certains répondent même que la consommation de ce matériel peut avoir un effet thérapeutique et bénéfique! Des revues telles *Hustler* ou *Playboy* sont donc en vente libre et sont même parfois disponibles gratuitement en bibliothèque. Des films porno sont de plus diffusés sur le circuit fermé de télévision des établissements. Quelques mois avant l'enquête des femmes de l'Estrie, on les présentait dans les salles de cinéma, mais les agentes préposées à la surveillance durant le visionnement se sont plaintes. Il existe aussi un marché noir de pornographie violente qui survit malgré la réglementation.

La plupart des données de cette recherche contredisent les résultats de la plus récente (!) étude effectuée à ce sujet par la Commission présidentielle sur l'obscénité et la pornographie (États-Unis) en 1970. Cette dernière affirmait en effet que l'exposition à du matériel porno n'était aucunement reliée à la violence.

L'une des limites évidentes de la recherche est le nombre limité de répondants du groupe cible d'agresseurs. «Nous avons eu des difficultés entre autres à cause du peu d'hommes emprisonnés pour agression sexuelle et du roulement rapide dû à la brièveté des peines», expliquent les femmes de la collective.

✂ NATHALIE RIEL

1/ Cette commission fédérale sur la pornographie et la prostitution concluait (février 85) qu'en ce qui concerne le lien porno-violence, «la recherche effectuée jusqu'à maintenant répond très peu aux questions».

Trois grèves, toute une histoire

Quand on visionne le vidéo *On voulait pas des miracles*, on se dit que c'est un miracle - ou une aberration? - qu'il n'y ait eu que trois grèves dans l'histoire de l'industrie du vêtement à Montréal depuis 1937.

On voulait pas des miracles présente les témoignages de femmes (Léa Roback, Gaby Léspérance, Mireille Trottier et Fatima Rochia) qui ont vécu les grèves de 1937, 1940 et 1983. On voit de façon très percutante les travailleuses de la guenille s'opposer à un syndicat dépassé, qui ne connaît rien de la réalité des ouvrières. Et pour cause: il n'y avait pas (encore aujourd'hui) une seule femme au conseil d'administration de ce syndicat dont les

membres, il va de soi, sont très majoritairement féminins.

Autant la combativité et la solidarité des femmes de l'Union internationale des ouvrière-s du vêtement pour dames (UIOVD) sont impressionnantes et stimulantes, autant leurs conditions de travail sont révoltantes. Le vidéo révèle aussi l'apport très grand des femmes immigrantes dans ce milieu et leur intégration pendant les grèves. «Pour une fois, confie l'une d'elles après le conflit de 1983, on parlait toutes la même langue.» *On voulait pas des miracles*, réalisé par Irène Demczuk, Suzanne Hould et Ginette Lajoie, est distribué par le Groupe d'intervention vidéo (GIV, 718, rue Gilford, Montréal H2J 1N6 Tél.: 524-3259).

✂ NATHALIE RIEL

COLLECTION PRINTEMPS



NOUVELLE COLLECTION
POUR HOMMES